

Avenir de la filière nucléaire française

Le personnel d'EDF ne peut être réduit au rôle de simple spectateur

## FO ÉNERGIE ET MINES DEMANDE QU'UN CCE D'EDF EXTRAORDINAIRE SOIT RÉUNI

**FO Énergie et Mines tient à nouveau à le rappeler : Les difficultés financières que rencontrent AREVA ne sont dues ni à son personnel, ni à EDF.**

Elles sont liées d'abord, comme le ministre Macron l'a lui-même reconnu, à une attitude défaillante de l'État qui n'a pas joué son rôle d'actionnaire principal par rapport à ces deux grandes entreprises publiques de la filière nucléaire.

Dans ce contexte, FO Énergie et Mines demande à l'État d'assumer pleinement ses responsabilités. Pourquoi pas en renationalisant...

FO Énergie et Mines réaffirme sa solidarité avec le personnel d'AREVA, qui s'oppose à toute régression sociale.

FO Énergie et Mines réaffirme la nécessité de renforcer la coopération industrielle avec AREVA dans l'intérêt des deux entreprises, de la filière et du pays. Mais FO souligne que cette coopération n'impose nullement une participation d'EDF au capital de tout ou partie d'AREVA.

FO Énergie et Mines s'opposera à toute mesure qui ferait porter à EDF et à son personnel une charge financière pour laquelle elle n'a pas de responsabilités.

Le personnel ne peut-être qu'un simple spectateur, c'est pourquoi FO Énergie et Mines demande qu'un CCE d'EDF extraordinaire soit réuni dans les plus brefs délais.

FO Énergie et Mines réaffirme enfin que la meilleure manière de soutenir la filière nucléaire, 3<sup>ème</sup> filière industrielle avec 220 000 travailleurs, c'est de renoncer aux dispositions du projet de loi sur la transition énergétique visant à limiter la part du nucléaire en France.

Dans cette optique, FO appelle les personnels à se mobiliser pour la journée d'action lancée par FO le 9 avril 2015.